

Colloque « Science-société : quelle diffusion pour la connaissance ? »

Intervention Marie-Françoise CHEVALLIER-LE GUYADER

Je voudrai tout d'abord rappeler le contexte sociétal dans lesquels s'inscrivent les résultats de sondages récents sur les relations sciences-société avant de les présenter puis d'évoquer les réflexions sur ce sujet de notre Compagnie.

Nous vivons en effet des chocs de temporalité qui, plus ou moins consciemment, nous conduisent à revisiter notre perception du progrès des sciences et des techniques et son lien au progrès social. En témoigne la création cette année de la chaire du Collège de France Les lumières, du 18ème siècle au 21ème siècle pour l'historien Antoine Lilti.

Ces chocs de temporalité, nous les ressentons violemment avec les images de la guerre russo-ukrainienne. La juxtaposition sur le même écran d'armes issues des technologies les plus récentes du 21ème siècle tels les drones et les canons Caesar, avec des tranchées boueuses dans lesquelles les soldats se protègent comme 100 ans plus tôt pendant la guerre de 14-18, laisse perplexes nos concitoyens sur les promesses du progrès. On pourrait aussi évoquer la réapparition, au moment du confinement dû à la crise de la Covid-19, de comportements de l'époque de la grande peste, comme l'exode vers les campagnes.

Nombreuses sont les situations qui montrent la permanence dans nos comportements de réflexes de protection ancestraux, surtout quand le triangle « guerre-famine-épidémie » refait surface et réapparaissent les cavaliers de l'Apocalypse, comme le disait Philippe Chalmin lors du récent colloque sur l'État de l'agriculture de l'AAF « Quel risque de pénurie alimentaire face aux crises ? »,. Vieux réflexes, impensés collectifs, croyances, jouxent toujours rationalité, démarche scientifique et modernité technologique la plus avancée.

C'est sans compter que notre perception du progrès est désormais marquée par des transitions climatique et énergétique d'une part et numérique d'autre part, qui bouleversent aussi nos représentations et suscitent des conflits.

Bruno Latour, dans son dernier livre « Mémo sur la nouvelle classe écologique », l'analysait ainsi : « Parler de la Nature, ce n'est pas signer un traité de paix, c'est reconnaître l'existence d'une multitude de conflits sur tous les sujets possibles de l'existence quotidienne, à toutes les échelles et sur tous les continents ; loin d'unifier, la nature divise ». Et d'ajouter plus loin : « brusquement l'augmentation de la production, la notion même de développement, celle de progrès, apparaissent comme autant d'aberrations auxquelles il faudrait remédier ».

Il est clair que son constat très engagé sur l'habitabilité de la Terre suscite une adhésion croissante. En témoignent les jeunes étudiants d'AgroParisTech et d'autres écoles ou encore les nombreux masters qui se créent actuellement, dont le journal Le Monde a fait l'inventaire récemment. Le temps n'est plus pour les jeunes celui du débat ou de la promesse scientifique mais celui des solutions, de l'action légale, voire illégale, et des souhaits de décroissance.

Nous savons que progresser suppose d'innover, mais que pour autant toute innovation ne représente pas forcément un progrès. Ceci est particulièrement sensible dans notre contexte complexe où utopies, dystopies, rétro-utopies se côtoient. Il n'est pas de jour où les normativités ne se heurtent sur des questions concernant l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et elles nous interrogent non seulement sur l'innovation, mais aussi sur ce que deviennent aujourd'hui nos biens communs. Ce peuvent être de réelles controverses sur des objets concernés par la science,

mais aussi des discussions, des délibérations, voir des querelles ou des polémiques, dans lesquelles les acteurs du débat ne partagent pas les mêmes attendus quant à la recherche de vérité.

Ceci nous impose de réfléchir plus que jamais à l'art d'avancer vers le monde de demain, sans oublier qu'il est aussi profondément marqué par une nouvelle culture - celle du numérique - qui bouleverse elle aussi les temporalités et les spatialités. Circulation rapide des fausses informations sur les réseaux sociaux, comportement de foule sur ces mêmes réseaux, fabrique de l'opinion et stratégie de mise en doute de la science, complotisme se déploient malheureusement dans nos sociétés. Les sciences de la communication ne cessent de nous dévoiler les biais cognitifs et comportementaux induits par ces technologies, et les journalistes d'investigation de mettre en lumière les stratégies de doute dans leurs différentes formes.

La question qui se pose est bien celle de notre démarche : sur quelles bases pouvons-nous aujourd'hui débattre et construire un progrès partagé ? La devise de l'Académie « Depuis 1761, une passion connaître, une ambition transmettre » est d'une grande actualité mais, en cette période tumultueuse, la connaissance et la transmission sont fragilisées.

Dans ce contexte, il est intéressant de prendre connaissance des analyses de la seconde vague du baromètre « Science et Société » d'Ipsos et de l'Institut sapiens publié à la rentrée 2022 et aussi d'autres enquêtes comme celle de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et la fondation Reboot auprès des jeunes de 11 à 24 ans.

Rappelons que la tradition de ces enquêtes sur les relations science-société remonte à loin. Dès les années 90, le Cevipov de Sciences Po avait adjoint à ses enquêtes et baromètres politiques et sociaux, des questions sur la relation au monde scientifique. Ainsi a-t-il été montré, entre autres, que la défiance du public vis-à-vis du monde politique, des institutions, des médias se reportait sur les experts et les institutions scientifiques, préservant toutefois une confiance dans le contact direct avec les chercheurs.

Ces travaux, et bien d'autres, ont contribué à sortir de la classique vision d'une relation unilatérale, descendante, du scientifique « dans sa tour d'ivoire » vers le public, associée à l'éducation et à la vulgarisation, pour développer une vision élargie de réciprocité, d'interactivité, de co-construction. Elle s'ouvre à d'autres enjeux, en particulier à la participation de nos concitoyens aux choix scientifiques et techniques et à l'élaboration des politiques publiques. Le concept anglosaxon de « Science with Society » s'est traduit par celui de « Science et Société ».

Quels sont les principaux enseignements de la deuxième vague du sondage Ipsos-Institut sapiens, deux ans après la crise du Covid qui a vu émerger de nombreux débats sur la capacité de la science et de la technologie à répondre aux enjeux de l'époque et au-delà, sur la croyance dans la parole scientifique ? Citons leur analyse.

«...72% pensent que la science et la technologie apportent des solutions aux problèmes rencontrés aujourd'hui et 70% pensent qu'elles constituent la principale réponse aux grands enjeux contemporains. Principaux acteurs des découvertes scientifiques, les chercheurs ont d'ailleurs la confiance de la grande majorité des Français pour trouver des solutions aux problèmes de notre époque : 76% font confiance aux chercheurs du secteur public et 68% à ceux du secteur privé...

... Les espoirs que suscite la science sont aujourd'hui « limités » pour beaucoup de personnes interrogées : seulement 56% des Français estiment que grâce à la science et à la technologie, les générations du futur vivront mieux que celles d'aujourd'hui (un chiffre toutefois en progression de 6 points par rapport à 2020).

Il n'y a aucun domaine de recherche pour lequel ils souhaitent et considèrent majoritairement qu'il est possible d'arrêter de faire des recherches. Environ ¾ des Français souhaitent qu'on continue

à faire des recherches dans le domaine des énergies renouvelables (75%), des vaccins (75%), des virus (73%) ou encore la génétique pour la santé humaine (70%).

Ils considèrent aussi majoritairement qu'il faut continuer à réaliser des travaux de recherche dans les domaines des cellules souches (59%), du nucléaire (55%). Dans un contexte où le nucléaire est revenu au centre de l'attention, la part des Français souhaitant que la recherche sur le nucléaire continue connaît une augmentation importante par rapport à 2020 (+7 points). Sur les produits phytosanitaires naturels ou de synthèse aussi, une majorité de Français souhaite que la recherche poursuive ses travaux. (51%). Certains domaines sont soutenus plus difficilement, c'est le cas de la génétique dans le domaine des plantes (49% souhaitent qu'on continue les recherches et 18% voudraient qu'on arrête les recherches mais considèrent que ce n'est pas possible).

Leur confiance dans la science semble même aller au-delà : les $\frac{3}{4}$ des personnes interrogées estiment que si certaines innovations peuvent par ailleurs comporter des risques pour les populations, il faut toutefois développer ces innovations en mettant en place des mesures pour limiter les risques (74%).

Malgré cette amélioration de l'image de la science, près d'un Français sur deux déclare « se méfier de plus en plus de la science et des innovations technologiques, qu'elles ont de plus en plus d'effets négatifs sur notre environnement et sur notre santé ». Une proportion qui est néanmoins en baisse par rapport à 2020 (47%, -7 points).

Mais les Français expriment une très forte méfiance à l'égard de la parole des scientifiques 56% des Français considèrent que les scientifiques ne sont globalement pas indépendants et se laissent influencer par des groupes de pression. Si cette perception négative reste majoritaire, on observe une baisse importante (-9 points) et donc une meilleure perception de l'indépendance des scientifiques français.

Plus grave, seule une minorité de Français estime même qu'ils seraient capables d'indépendance face aux laboratoires pharmaceutiques (seulement 37% estiment qu'ils le sont), au gouvernement (44%), aux hommes et aux femmes politiques (44%) ou encore aux entreprises privées en général (45%). Il n'y aurait que face aux ONG qu'ils seraient capables de se montrer libres, selon une majorité de Français (62%).

50% des Français considèrent qu'on ne peut pas faire confiance aux scientifiques pour dire la vérité si leurs recherches avaient des impacts négatifs sur la santé. 51% estiment que les désaccords entre scientifiques sont d'abord liés à la défense d'intérêts privés plutôt qu'à une difficulté de trancher (49%), une perception néanmoins en baisse (-7 points par rapport à 2020).

Logiquement donc, de nombreuses personnes interrogées émettent des doutes sur la capacité des scientifiques à être transparents dans un certain nombre de domaines : c'est le cas pour le nucléaire (seulement 50% ont confiance en eux pour dire la vérité, une progression de 6 points), les biotechnologies (50%), le climat (48%) ou encore la génétique dans le domaine des plantes (48%). Il n'y a que peu de domaines pour lesquels ils se montrent confiants dans les scientifiques, c'est le cas des vaccins (63%, en progression de 6 points par rapport à 2021) ou encore des énergies renouvelables (65%) et de la génétique dans le domaine de la santé humaine (66%).

Pour se renseigner sur les enjeux scientifiques complexes, les Français font avant tout confiance (67% d'entre eux) à leurs proches. Moins de 2 Français sur 3 déclarent faire confiance aux autorités scientifiques (62%), La méfiance est même majoritaire lorsqu'il s'agit des médias (56% n'ont pas confiance en eux), les laboratoires pharmaceutiques (60%) ou le gouvernement (62%).

La perte de légitimité de la parole scientifique s'exprime surtout dans le fait qu'elle ne vaille pas plus que l'opinion personnelle. Un Français sur deux (51%) estime que son jugement personnel a

autant de valeur que l'opinion d'un scientifique. Deux Français sur cinq font davantage confiance à leur expérience personnelle qu'aux explications des scientifiques pour savoir si un fait est vrai ou faux scientifiquement (40%)... »

Le sondage « Génération TikTok, Génération "TocToc" ? Enquête sur la désinformation des jeunes et leur rapport à la science et au paranormal à l'heure des réseaux sociaux » apporte quant à lui des données nouvelles sur l'attitude des jeunes vis-à-vis des sciences en lien avec leurs pratiques d'information. Ses auteurs la résume ainsi :

« A l'heure où TikTok s'impose comme le réseau social préféré des jeunes français, que sait-on de l'impact de cette plateforme sur ses utilisateurs, qui sont de plus en plus nombreux à l'utiliser pour se divertir mais aussi pour s'informer ? Alors que la crise sanitaire a été un terreau propice à l'essor des théories complotistes dans un contexte de défiance généralisée envers les autorités, la Fondation Reboot et la Fondation Jean-Jaurès ont commandé à l'Ifop une enquête auprès des jeunes visant à mesurer leur porosité aux contre-vérités scientifiques et ceci au regard de leur usage des réseaux sociaux. Entre platisme, astrologie, créationnisme, sorcellerie et vaccinophobie, cette étude montre la sécession d'une partie de la jeunesse avec le consensus scientifique : les adeptes des thèses conspirationnistes et plus généralement des croyances irrationnelles étant particulièrement nombreux chez les jeunes, notamment chez ceux qui utilisent beaucoup les réseaux sociaux ».

Citons des extraits de ce sondage.

« La posture des jeunes à l'égard de la science s'avère de plus en plus critique : seul un jeune sur trois (33%) estime aujourd'hui que « la science apporte à l'homme plus de bien que de mal » alors qu'ils étaient plus d'un sur deux à le penser il y a cinquante ans (55% en 1972). A l'inverse, la proportion de jeunes percevant négativement ses bienfaits sur l'humanité a triplé entre 1972 (6%) à 2022 (17%), tandis que le sentiment qu'elle n'a pas d'impact restait, lui, relativement stable (41%, +3 points). Or, cette défiance croissante à l'égard de la science va de pair avec une sécession avec nombre de « vérités » faisant consensus dans le milieu scientifique.

..Sur les origines de l'homme par exemple, l'enquête révèle que plus d'un jeune sur quatre croit aujourd'hui au « créationnisme » ... En dépit des évidences scientifiques, le « platisme » trouve aussi un écho significatif dans la jeunesse française. Alors qu'elle reste marginale chez les seniors (3%), l'idée selon laquelle on nous ment sur la forme de la Terre est partagée en effet par près d'un jeune sur six (16%). Présentant les mêmes caractéristiques socio-culturelles que les adeptes du créationnisme, les platistes sont surreprésentés chez les jeunes potentiellement les plus exposés à ces thèses sur internet, notamment les gros utilisateurs de services de vidéos en ligne comme YouTube (21%), d'applications comme Telegram (28%) ou de TikTok comme moteur de recherche (29%) ...

...Cette plus grande perméabilité des jeunes à un imaginaire complotiste se retrouve dans d'autres croyances infondées scientifiquement telles que l'astrologie ou l'occultisme. Ainsi, 49% des jeunes estiment aujourd'hui que « l'astrologie est une science », contre 43% en 1999...

...A nos yeux, les désordres informationnels de l'ère internet viennent sans doute accentuer la perméabilité traditionnelle des jeunes générations à ces croyances surnaturelles. Cet essor des croyances complotistes ou infondées s'inscrit dans une révolution des pratiques informatives où la défiance à l'égard de l'information verticale issue des autorités s'est accompagnée d'une confiance plus grande dans sa transmission horizontale via les réseaux sociaux. Or, cela peut s'avérer problématique au regard du nombre de jeunes (41%) utilisant TikTok comme moteur de recherche qui estiment qu'un influenceur qui a beaucoup d'abonnés peut être une source fiable. Symptomatique d'un nivellement de l'expertise, ce chiffre révèle le manque de raisonnement critique d'une partie de la jeunesse à l'égard des influenceurs populaires »

Ce qui frappe dans ces sondages c'est la référence récurrente aux concepts de confiance et de méfiance, sur lesquelles l'académie s'est penchée lors d'une séance publique en octobre 2020.

Rappelons que, si la méfiance est synonyme de blocage, la défiance représente une approche critique susceptible d'ouverture au débat. La notion de tiers de confiance caractérise une situation de méfiance dans laquelle la transaction entre les acteurs doit être certifiée par un tiers. La recherche scientifique a-t-elle besoin de tiers de confiance dans sa relation avec nos concitoyens ? Que devient l'expertise scientifique dans ce contexte ? Comment se situe cette expertise entre délibération sociétale et décision politique ? Autant de questions abordées par notre Compagnie.

Un autre sondage de l'Ifop du 28 mars 2020 indiquait que 26 % des français, soit un quart de la population, croyait que les scientifiques avaient intentionnellement créé le SARS-COV2. Le journal Le Monde évoquait aussi à cette même date la multiplication de vidéos de nature complotiste dans de nombreux pays, dont l'une, française, supprimée des réseaux mi-mars, sur l'« invention » d'un coronavirus en 2014 par l'Institut Pasteur ! Ceci nous rappelle que d'une part les propos complotistes sont la face visible instrumentalisée de visées géopolitiques et remettent en avant le débat quant aux relations difficiles des sciences avec la politique et que d'autre part, il pointe du doigt la permanence des croyances de toute nature dans nos sociétés. « Les convictions sont des ennemis de la vérité plus dangereux que les mensonges » disait F. Nietzsche. (Humain, trop humain, 1888). Le débat sur l'usage de l'hydroxychloroquine a été à cet égard intéressant, car il témoigne d'enjeux de véracité, de méthode expérimentale, d'éthique médicale mais aussi d'expertise, de médiatisation, de relation avec le politique, de décision, ceci dans une situation d'urgence sanitaire majeure.

La confiance est profondément relationnelle. *Cum-fidere* nécessite de se dessaisir d'une partie de soi-même pour la confier à l'autre, donc de croire en l'autre. La confiance relève d'un contrat. Elle se gagne et est perpétuellement remise en cause. L'histoire contemporaine montre combien le contrat de confiance entre la science et la société a évolué de crises en crises qu'il s'agisse de guerres, de catastrophes naturelles, de crises sanitaires et environnementales, de pandémies. Confiance et croyance sont liées. La confiance a aussi à voir avec les risques encourus et la complexité croissante dans nos sociétés. Selon notre confrère Claude Debru, elle contribue à la réduire, en dépit des crises.

Selon notre confrère Heinz Wismann, la confiance se comprend d'un point de vue philosophique dans son rapport à la vérité et mets en jeu trois catégories de valeurs différentes : la sincérité et l'authenticité ; la justesse d'une décision d'action et sa conformité aux normes ; l'exactitude du constat d'un fait. La confiance qu'on accorde à la science repose en premier lieu sur l'exactitude du constat des faits, au centre de la démarche dynamique et de controverse qui la caractérise. La confiance dans l'expertise scientifique repose, quant à elle, sur la seconde catégorie. L'expertise vise en effet à arrêter un constat dans la perspective d'une décision et à la justifier au regard des normes sociales en cours. Quant à l'information, elle est jugée à l'aune certes de sa véracité mais très souvent, dans les faits, sur la base de la sincérité et de l'authenticité supposées, du « charisme » de son émetteur. Un doute quant aux conflits d'intérêt d'un expert devient aujourd'hui déterminant pour lui accorder confiance. Ces trois catégories de valeurs représentent un guide pour se positionner dans les situations de délibération et de débat.

Car les controverses sociotechniques qui se déroulent dans l'espace public font l'objet d'interventions et d'arbitrages par des tiers, qu'ils soient juges, journalistes, public, ou encore institutions. Contribuent-ils alors à bâtir la confiance dans les sciences ? Il faut alors questionner la relation à la vérité, à la véracité que ces tiers entretiennent. Ceci est d'autant plus important que le constat est fait d'un espace public fracturé où coexistent des communautés d'opinion qui fabriquent, notamment via les réseaux sociaux, une connaissance qu'elles considèrent crédible, élaborée selon des critères distincts ou partiels de ceux que la science utilise. Michel Foucault avait

décrit ce type de processus, en lien avec son étude des régimes de pouvoir, comme des régimes de « véridiction », très présents dans l'espace public aujourd'hui.

Comment avancer dans une démarche de progrès partagée si la confiance est mise en cause ? Répondre à cette question, c'est prendre en compte l'importance croissante de la démarche éthique qui tient une place centrale dans le contexte sociétal actuel. Bien entendu, elle ne doit tomber ni dans les modes, ni dans le registre moralisateur. Elle n'est pas prescriptive. Elle donne matière à penser et contribue à la réflexivité nécessaire entre les acteurs sociétaux en ouvrant des questionnements. Il s'agit aussi par une telle approche de contribuer à garantir la confiance dans la parole scientifique. C'est un facteur de réduction de la complexité ambiante, ce dont nous avons terriblement besoin.

Depuis la création, il y a 40 ans, du Comité National d'Éthique, les instances d'éthique en France se sont multipliées, y compris dans des institutions très proches de notre Académie. Ces comités se déploient aussi dans l'Union Européenne et à l'international. Tous les domaines sont concernés, qu'il s'agisse de la biomédecine, de l'alimentation, de l'agriculture, de l'environnement, de l'information... et de l'expertise scientifique, qui nous concerne tous.

Dans une séance récente « La science entre délibération sociale et décision politique, quels débats pour l'expertise ? », Heinz Wismann avait proposé une réflexion sur la notion d'intérêt et sur l'éthique de l'expertise scientifique à partir des travaux du sociologue Max Weber et du philosophe Jürgen Habermas.

Pour le premier, face à l'inadéquation, lors de la Première Guerre mondiale, entre des visées militaires d'un autre âge et des moyens techniques sans pareil liés à la société industrielle de l'armement de l'époque - telle la mitrailleuse -, il proposa de doubler l'éthique de la conviction par une éthique de la responsabilité. Elle marque encore aujourd'hui nos approches, notamment par la distinction qu'il a introduite entre la méthode ou la profession et la finalité dans les domaines scientifiques comme politiques.

Après la Seconde Guerre mondiale, Jürgen Habermas proposa quant à lui une troisième démarche : l'éthique du discours, en complément de la démarche de responsabilité, redonnant force à l'aspect « civique » de l'examen contradictoire des raisons invoquées pour légitimer les décisions d'agir. Le débat d'idées, l'argumentation, retrouvent toutes leurs fonctions grâce à l'introspection éthique du discours et le passage d'une analyse centrée sur les conséquences à l'analyse des prémisses. Dans une conférence en 1965, reprise ensuite dans un livre "Connaissance et intérêt" (Gallimard, 1979) avait montré l'importance pour le débat du dévoilement des intérêts en présence, distinguant l'intérêt de la connaissance, pour l'objet, et l'intérêt pour la connaissance, pour la méthode. Si l'intérêt pour la connaissance est au centre de la démarche du scientifique et des débats disciplinaires, l'intérêt pour l'objet ouvre la porte à d'autres intérêts, associés à des valeurs liées à l'action, aux sources de financement de la recherche ou à la valorisation économique.

Au regard de la connaissance, il y a donc l'enjeu de réussir à mettre en commun des faits, à organiser leur diversité et à s'accorder sur la question qu'ils appellent à poser. Si la science repose sur des faits, ceux-ci ne sont pas la propriété ni l'apanage des scientifiques. Ils émanent aussi d'initiatives sociales d'origine diverse. Des biais, des intérêts, des a priori peuvent alors fragiliser l'expertise et brouiller le débat. Ils sont différents selon que le débat est ou non d'emblée scientifique. C'est pourquoi la question des modèles, des formats de débats est ainsi posée au pluriel. Le débat public, très précisément organisé, met en lumière la pluralité de conception du bien commun, des enjeux, des valeurs et des formats de preuve. Quant à l'expertise scientifique, elle ne vaut que si elle s'appuie sur des compétences avérées, sur une collégialité qui n'exclut aucun avis, sur la transparence par rapport à d'éventuels liens d'intérêt, et sur l'indépendance individuelle et collective des membres par rapport aux autorités et groupes de pression, lors de leur nomination comme lors de leurs délibérations. Il reste que, vu depuis les institutions publiques

et les décideurs, la délibération sociale reste un point faible, et que son lien avec l'expertise est souvent conflictuel, l'une et l'autre s'appuyant sur des légitimités différentes.

L'information est directement concernée par l'éthique. Elle qui accompagne chaque étape de la démarche scientifique et de l'expertise et dont la communication représente un enjeu majeur. Susciter la confiance dans le contexte sociétal actuel repose pour le chercheur sur son intégrité scientifique et la nécessité inlassablement de qualifier ses preuves, de certifier ses travaux. Les institutions scientifiques jouent un rôle essentiel à cet égard. L'Académie, riche de la diversité de ses membres, impliqués dans la recherche ou concernés, y contribue. Citons à cet égard la reconnaissance publique des thèses des jeunes chercheurs via des analyses diffusées sur le site internet et l'attribution de prix mais aussi les rapports et avis de l'académie valorisant de nombreux travaux scientifiques en vue de la délibération et de la décision.

En lien avec le plan stratégique, une grande attention a été portée ces dernières années à une communication sur les médias sociaux, ceci avec succès. Cette dynamique a été renforcée par le changement de nos pratiques de diffusion lors de la Covid-19.. Elle sous-tend la nécessité de produire activement de l'information. Citons parmi les activités actuelles d'édition de notre compagnie : l'encyclopédie, les ouvrages et, au plan de l'édition scientifique, les notes académiques relancées activement, mais aussi la diffusion numérique et la chaîne YouTube.

Le monde des médias, de l'éducation, mais aussi des législateurs, des collectivités et de la politique en a besoin. Ils se tournent vers des sources d'information très diverses, et sont en outre aussi objets de stratégies de doute ou de désinformation. Il nous faut resserrer les liens avec eux, s'attacher à mieux comprendre leurs propres démarches, comme à cet égard le prix de l'information de l'Académie, et croiser nos analyses.

On attend de nous une capacité d'analyse non seulement des grandes questions scientifiques ouvertes mais, de plus en plus, des savoir-faire, des innovations concrètes pour répondre aux difficultés actuelles.. Ceci nécessite de s'appuyer plus que jamais sur des partenaires, qu'ils soient académiques, éducatifs, agricoles, industriels, ou encore territoriaux, européens et internationaux. C'est une dimension stratégique. Partager avec eux une démarche d'éthique de l'expertise et de l'information, préciser chacun d'où l'on parle et nos intérêts est fondamental pour susciter la confiance et éclairer les controverses. Questionner les situations de progrès et rechercher le bien commun, c'est l'enjeu des Lumières du 21ème siècle et l'enjeu pour notre Compagnie.

Pour conclure je citerai Platon dans « Les lois » : « Il y a deux choses auxquelles nous devons donner tous nos soins : l'une est de nous rendre à l'avenir plus confiant possible, l'autre est de nous rendre le plus craintif possible » ... et notre confère Claude Debru, philosophe : « Nous avons toujours besoin de solutions innovantes pour dépasser les dilemmes éthiques. Il n'y a jamais une seule voie mais plusieurs, surtout en biologie. C'est pourquoi il faut laisser la porte ouverte et ne pas clore la discussion »